

...ique / démocratie / divertissement / culture / transformation / domination / droit / pôle public concentration financière / audimat / marchandise / bien comm  
circulation / faiseurs d'opinion / distraire / éclairer / donner la parole / l'image / presse / recherche / racolage / points de vue / contradiction / médias / intelliger  
...lité / création / grande écoute / format / télévision / production / diffusion / droit d'auteur / oeuvres / innover / public / réseau Internet / message / savoir  
humanité / consommation / rêve / débat / citoyens / citoyen  
économie / capitalisme / indépendance / participa  
alternatif / appropriation / syndicats / expressio  
technique / artistes / coopérative / monde / ensemb  
amérique / copyright / distribution / critique / proposition / émission / public / privé /  
canaux / reportage / fréquence / audience / usager / entrise / propriété intellectue  
haïnes / programme / câble / satellite / technologie / hd / télécommunication / bipartisme / agence / web / idées / groupes / populaire / pouvoir / réseaux soci

## PRESSE, MÉDIAS, AUDIOVISUEL

**Démocratie, Culture, Liberté**

# Pour une appropriation populaire des médias

**Au sein du Front de Gauche, nous sommes intimement convaincus que l'information, les médias, l'audiovisuel, au même titre que l'éducation ou la culture, sont des outils majeurs de notre projet de révolution citoyenne et d'émancipation humaine.** Tous les foyers français ou presque disposent d'un poste de télévision, qui est pour beaucoup de nos concitoyens la principale fenêtre sur le « monde réel ». La presse écrite, en grave crise, reste pourtant un outil d'information irremplaçable. Les mutations récentes du paysage audiovisuel et médiatique (numérique et TNT, Internet...) imposent plus que jamais des mesures de sauvegarde, mais aussi de développement, urgentes et radicales.

**Les mesures proposées par le Programme Partagé du Front de Gauche L'Humain d'abord et son candidat Jean-Luc Mélenchon, dès le mois de juillet 2011, a fait l'objet d'un travail d'approfondissement soutenu de la part des acteurs du Front de Gauche, professionnels de la presse et des médias, militants politiques ou simples citoyens, au sein d'un atelier très actif du Front de Gauche de la Culture et des Médias.**

À 80 jours de l'élection présidentielle, **notre candidat portera haut et fort ces propositions**, ainsi que les mesures d'approfondissement qu'elles impliquent pour entrer dans la vie. La reconstruction d'un pôle public audiovisuel, la représentation des personnels dans les conseils d'administration, la création d'un Conseil national des médias, les aides à la presse d'opinion, aux coopératives de presse et aux médias

associatifs, la loi contre les concentrations... recueilleront un large assentiment, mais restent à compléter sur de nombreux points.

Par ailleurs, les réflexions propres à chacune des composantes du Front de Gauche, des syndicats, des associations, les propositions d'Acrimed, etc., ouvrent des pistes complémentaires, notamment en matière de financement de l'audiovisuel public, sur l'AFP, sur la nécessité de re-nationaliser France Télécom/Orange, et sur l'avenir de TF1, dont la concession arrive à expiration en 2012...

**L'objectif de cette rencontre, qui est en quelque sorte le « point d'étape » de notre Atelier législatif n'est pas seulement d'« améliorer » le programme, dont la courte page que lui consacre la brochure du Programme partagé du Front de Gauche n'est que le « résumé », mais aussi et surtout de le mettre en débat auprès des citoyens de notre pays.**



**Jean-Luc MELENCHON**  
Candidat du Front de Gauche  
à l'élection présidentielle  
22 avril et 6 mai 2012

**FRONT  
DE GAUCHE**

<http://www.placeaupeuple2012.fr/>

## Une politique de la presse, des médias et de l'information doit s'appuyer sur le triptyque « liberté, démocratie et culture ».

Il s'agit de permettre aux citoyens de se former à la maîtrise de l'usage des outils de communication, ainsi qu'à une lecture critique des médias via l'école, l'université et l'éducation populaire. Il est pour cela indispensable de soustraire les médias, audiovisuels et autres, à la domination des pouvoirs politiques et économiques, et en premier lieu de relancer les dispositifs anti-concentration dans la presse, la télévision et l'Internet, condition du pluralisme des idées et de la liberté de la création.

Il s'agit de reconstruire un authentique service public de l'audiovisuel, de la production à la diffusion, associant les salariés et leurs représentants, les usagers et les élus de la Nation à son fonctionnement, pour des contenus plus démocratiques, plus représentatifs des classes populaires et des minorités.

**On dit que la presse quotidienne est en crise, mais lorsque des titres sont mis en vente, les prix avancés pour leur rachat par de grands groupes sont exorbitants ; preuve que la presse écrite a un avenir et que le retour sur investissement est envisagé à court terme, sinon les banques n'accorderaient pas de crédit.**

**PRESSE  
ECRITE**

- Nous lancerons de véritables **Etats Généraux de la Presse** en collaboration avec les partis politiques, les syndicats, les associations spécialisées.
- Nous créerons une **structure de régulation démocratisée** qui aura autorité sur toute la chaîne depuis la fabrication jusqu'à la distribution.
- Nous conforterons les **principes coopératifs de distribution** mis en place à la Libération par un soutien accru au réseau de distribution et de vente des journaux. Nous recapitaliserons Presstalis avec des apports de la Caisse des dépôts, voire de La Poste.
- **Nous réviserons le système des aides directes et indirectes** à la presse qui bénéficient en premier lieu aux plus grands groupes, à l'inverse de ce que propose le Rapport Cardoso.

### **Aides directes :**

- le nouveau Fond stratégique de développement de la presse doit aider en priorité à la modernisation des titres qui n'ont pas les moyens de le faire ;
- l'aide aux transports (réduction tarifaire SNCF), l'aide au portage et l'aide à la distribution, doivent être attribuées en priorité aux titres indépendants des grands groupes.

## Ce dont nous aimerions débattre avec vous :

- **Inscrire le Droit à l'information et à la culture dans la Constitution, tant pour les médias publics que privés.**
- **Assurer l'indépendance des rédactions.**
- **Donner un statut légal aux entités rédactionnelles comme le réclament les syndicats de journalistes et légiférer pour assurer une étanchéité entre les actionnaires et les rédactions.**
- **Redonner vie au pluralisme, en interdisant par la loi les situations de monopole, national ou régional, pour les groupes financiers, industriels et de services; interdire aux groupes tributaires de commandes de l'Etat de posséder des médias.**

### **Aides indirectes :**

- revoir le régime spécial de provisions pour investissement (article 39bis du Code général des impôts) qui n'intéresse que les titres bénéficiaires ;
- revoir les tarifs postaux préférentiels en ne les accordant qu'en fonction des volumes de publicité et en privilégiant les journaux à faibles revenus publicitaires ;
- revenir sur le régime dérogatoire des cotisations de Sécurité sociale des porteurs de presse et revoir le statut des correspondants locaux de presse.
- créer **un pôle national public d'impression** avec des antennes en régions.

• **L'Éducation nationale lancera un plan d'abonnement** aux quotidiens nationaux et quotidiens régionaux pour chacune des 180.000 classes de lycées et collèges. Ils serviront à la mise en place d'un programme de lecture de la presse écrite en collaboration avec le Centre de Liaison de l'Enseignement, des Médias et de l'Information.

• **Nous conserverons le statut actuel d'indépendance de l'AFP** en affirmant son rôle d'agence mondiale d'information par un financement pérenne. Nous proposerons que l'AFP soit partie prenante du Pôle public des médias..

# La refondation du secteur public

**Le service public, c'est pour nous à la fois le secteur public et les médias associatifs.**

Avec eux nous créerons un Pôle Public des Médias qui rassemblera les réseaux de diffusion, de communication et les moyens de production de France télévisions, Radio France, l'audiovisuel Extérieur de la France (RFI, TV5 Monde, France 24), CFI, Euro news, l'INA et l'AFP.

Les « décrets Tasca », qui interdisent de facto aux chaînes de télévision publique de produire et de réaliser la majorité de leurs émissions seront abrogés. Nous reconstituerons un pôle public de production au service des chaînes publiques, autour des moyens de France Télévisions, notamment ceux de France 3 et des Outremer 1ere/RFO. La pérennité de financement de l'audiovisuel public sera inscrit dans la Constitution comme le préconisait le Rapport Clément. Nous renforcerons les coopérations européennes entre services publics : projets industriels, recherche, coproductions permettant de relancer la croissance et l'emploi.

L'AUDIO-VISUEL

**TF1** bénéficie d'une concession ; or elle ne respecte pas le cahier des charges. Nous relancerons un appel d'offre pour l'exploitation de la concession, sans exclure l'opportunité de sa réintégration dans le service public.

**Pour assurer la souveraineté populaire nous créerons des États Généraux des Médias.**

Constitués de professionnels, de parlementaires, de syndicats et d'associations, ils seront un espace de suivi de l'activité des médias et du respect des conventions. Les EGM pourront interpellier le Conseil Supérieur des Médias ou les Conseils d'administration des entreprises du pôle public.

**Les réseaux de diffusion et de communication.** Nous assurerons la maîtrise publique des infrastructures, des centres de production, de diffusion, de recherche et des réseaux d'information. Nous reconstituerons un pôle public industriel de télécommunication dont le noyau sera constitué par TDF et France Telecom/Orange re-nationalisées, qui géreront les infrastructures financées par les fonds publics. Des aides à l'information en ligne seront créées pour les diffuseurs indépendants des grands groupes.

**Démocratiser les entreprises, donner de nouveaux droits aux salariés.** Le droit des salariés et leur représentation dans les Conseils d'Administration et Comités d'entreprises seront accrus dans toutes les sociétés.

Un collège associé des usagers sera institué dans l'audiovisuel public.

## Les moyens

Le financement de ces propositions nécessite la remise en cause des traités européens, un ré-investissement public et la réorientation de l'action de la BCE : les banques dont certaines seront re-nationalisées seront incitées à accorder des crédits à faible taux pour la création de quotidiens, voire de « pure players » d'intérêt public.

La réforme de la redevance dont le montant sera porté par étapes au niveau moyen européen.

Le prélèvement sur les recettes de la publicité et sur les opérateurs de télécommunications sera assuré pour alimenter un fonds de répartition géré par l'État en faveur du Pôle public des médias. Une réforme de l'imposition des groupes privés de communication sera instaurée en fonction de leur politique de l'emploi en CDI (moins de

## d'une telle politique

5% de précaires), de leur respect des conventions collectives et de la Charte des droits et devoirs des journalistes.

Les aides régionales y seraient conditionnées ; à cette fin sera mise en place dans chaque Conseil Régional une Commission tripartite (élus, employeurs, syndicats) d'attribution et d'utilisation des aides s'appuyant sur les Comités d'entreprises de presse ou les délégués du personnel. En cas de violation du Code du travail et des Conventions collectives, les aides publiques seraient suspendues.

Les écoles de journalisme devraient adhérer à la Charte des Droits et devoirs des journalistes (dite de Munich) pour obtenir l'agrément des syndicats professionnels.



# Des médias au service de la démocratie ou instruments de contrôle des esprits ?

**Les difficultés de la presse et des médias n'ont fait que s'accroître avec la crise financière.** La baisse de qualité des contenus, la collusion et la dépendance vis-à-vis des pouvoirs sont de plus en plus visibles, ce qui engendre une perte croissante de confiance du citoyen. Les journalistes n'ont plus le temps de l'approfondissement et du recul par rapport aux faits, rentabilité oblige ! Ils subissent de plein fouet plans de licenciements, précarité en hausse (un rapport parlementaire récent parle même de paupérisation), taylorisation du travail... **C'est le règne du « low-cost »** avec des rédactions jeunes, sous-payées, corvéables, en sous-effectifs chroniques. C'est l'essor d'une information au rabais, une dégradation de la qualité des médias de plus en plus dépendants de l'agenda médiatique du pouvoir. Autre motif d'inquiétude, l'état actuel de la production de l'information. Les menaces qui pèsent sur le statut de l'AFP mettent en péril l'indépendance - déjà bien entamée par les pressions régulières du pouvoir - du principal pourvoyeur d'informations des organes de presse de notre pays. Les silences du programme du PS sur ce sujet comme sur bien d'autres (les aides à la presse écrite, le soutien à l'industrie, l'intervention des salariés) nous inquiètent.

Pour autant, même si le PS constate comme nous que « les grands médias privés sont de plus en plus concentrés et sont de plus en plus contrôlés par des groupes industriels dont l'activité dépend pour partie de commandes de l'état », on ne saurait se borner à « réguler », à « limiter les concentrations »... « sans interdire l'émergence de groupes multimédias capables de faire face à la concurrence internationale ». **Comment en effet ne pas interdire aux groupes tributaires des commandes publiques (Bouygues, Dassault, Lagardère, Bolloré...) de posséder des médias, alors que les lignes éditoriales sont délibérément polluées par la soumission aux intérêts marchands de ces groupes ?**

La fréquentation de la télévision progresse toujours ; présente dans quasiment tous les foyers, elle est regardée en moyenne 3,5 heures par jour et par personne, bien davantage encore pour les plus de 65 ans et les classes populaires. Si les jeunes sont moins assidus, c'est que la « culture de l'écran » se

déplace vers Internet et ses dérivés. Le nombre de chaînes de télévision accessibles augmente (TNT, « boxes », etc) alors que **la concentration capitaliste s'accroît.** Mais la multiplication des canaux ne s'accompagne pas d'un pluralisme accru des idées, des programmes et des œuvres.

## Formatage néolibéral ?

C'est tout le contraire : **la standardisation progresse.** À quelques exceptions près, la TNT recycle des programmes anciens, les chaînes d'information continue ont peu de distance avec l'actualité brute et reprennent en boucle les mêmes messages. **L'absence récurrente de la question sociale, l'insistance sur les faits divers, la place disproportionnée accordée aux instituts de sondages et aux « experts », etc. écartent l'information réfléchie dont devrait disposer le citoyen pour exercer ses droits.**

Peu d'œuvres audiovisuelles originales, des contenus culturels en régression au profit du flux des « talk-show », des magazines niaisés et des rediffusions ! Au final, la télévision véhicule un « service culturel minimum » et un discours « consensuel ». Sans y voir la main d'un « chef d'orchestre clandestin », conception réductrice, nous devons nous interroger sur l'impact sur les esprits d'un tel matraquage.

**Le service public de l'audiovisuel, noyé dans un océan standardisé, peine à se différencier des chaînes privées.** C'est qu'il est maintenu dans une situation de sous-financement qui ne lui permet pas un véritable développement. On le voit aujourd'hui au moment où la concentration capitaliste s'accroît avec le rachat par Canal+ de Direct 8, de Direct Star et la perspective de 6 nouvelles chaînes pour le privé sur la TNT en HD, alors que France Télévisions ne bénéficiera d'aucun canal supplémentaire ! La concentration progresse autour de trois opérateurs de télévision, de quelques grands groupes marchands d'armes et du BTP (Dassault, Lagardère, Bouygues, Bolloré...) qui investissent à la fois pour leur plus grand profit mais aussi avec la volonté d'asseoir l'hégémonie du « système ».

**Car les raisons économiques ne sont pas les seules : course à l'Audimat pour arracher des parts du marché publicitaire certes, mais également conformisme d'une pro-**

**grammation dédiée au « formatage des esprits ».** On se souvient de la cynique formule du « temps de cerveau disponible » d'Éric Le Lay lorsqu'il était à la tête de TF1...

L'audiovisuel public devra voir ses missions réaffirmées et renforcées. Comment ne pas être inquiets quand le programme du PS, « sans remettre en question les contrats d'objectifs et de moyens », envisage des « corrections de périmètre », qui « dégageront des marges de redéploiement », qui se traduiraient par « des économies de rationalisation de gestion, par des synergies... », comme si l'on voulait préparer les esprits à d'éventuelles privatisations.

**La résistance existe dans le champ audiovisuel :** par exemple les luttes à France Télévisions ces dernières années à l'instigation des syndicats CGT, à France 24, à RFI... Les luttes des techniciens et journalistes montrent qu'il est vain de stigmatiser ces derniers comme complices des dominants ! Le monde des journalistes n'est pas réductible à ce journalisme de connivence constitué de quelques « grands noms » à l'œuvre comme messagers de la pensée de marché (voir « Les nouveaux chiens de garde »).

**La gauche devra remettre en cause la nomination des Présidents des chaînes publiques par le Président de la République.** Mais plus généralement, peut-on se contenter, à l'instar du PS, de « favoriser

## Un saut qualitatif !

le vivre ensemble, la confiance et l'innovation » et de penser cette « nouvelle gouvernance dans un souci de moralisation » ? Au-delà, **la démocratisation du service public passe par une autre composition des conseils d'administration, avec une place centrale pour les représentants des salariés et des usagers, mais aussi par d'autres choix de contenus permettant une véritable différenciation avec le privé.**

Enfin le CSA, qui a failli, devra faire place à un authentique Conseil National des Médias. **Des réformes profondes devront être mises en œuvre si l'on veut un « saut qualitatif » en matière de démocratie.**

Encore faut-il que les enjeux médiatiques soient bien considérés comme des enjeux décisifs, car touchant à la « bataille de l'imaginaire » et s'inscrivant dans notre projet culturel et d'émancipation humaine.

**Le Front de Gauche a mis la culture, l'information, les médias au cœur de son projet politique. En cas de victoire de la gauche en 2012, nos propositions de changements profonds pour que vivent le pluralisme et la diversité culturelle, mais aussi pour la défense de l'industrie de la presse et des médias, la sauvegarde des milliers d'emplois actuellement menacés deviennent incontournables... La refondation d'un grand service public de la culture et de l'information est une exigence de civilisation.**

**Mettons en débat les propositions du Front de Gauche !**